

Pour une politique éducative ambitieuse

Appel à la grève le 15 mai

Dans l'Education nationale, les mobilisations s'amplifient et portent l'exigence de moyens pour la réussite et la démocratisation du système éducatif. Le budget 2008 qui sera appliqué à la prochaine rentrée est fortement contesté. Ces mobilisations s'opposent aux 11200 suppressions de postes qui entraîneront des classes surchargées, rendant impossible le suivi individuel des élèves. Dans le second degré, cela va conduire à des disparitions de formations et d'options et à la fin de dispositifs pédagogiques et de soutien innovants. [...]

Dans le premier degré, les projets de programmes traduisent une vision passéiste et rétrograde de l'Ecole, ainsi qu'un recul pédagogique et didactique. Ils remettent en cause les cycles et s'accompagnent d'une apparente volonté d'externaliser l'aide aux élèves en difficulté en rejetant la responsabilité de l'échec scolaire sur les familles.

Ce budget de rigueur et les suppressions de postes qui en découlent auraient des conséquences néfastes sur la qualité du service public dans l'Education nationale et dans l'Enseignement Agricole Public. Il se traduirait par une aggravation des conditions de travail pour l'ensemble des personnels. Les annonces budgétaires, la volonté de ne pas remplacer le départ en retraite d'un fonctionnaire sur deux pour les prochaines années, en lien avec la Révision Générale des Politiques Publiques et le projet de loi sur la mobilité, confirment que cette politique de régression pourrait s'installer dans la durée.

La transformation de l'Ecole implique une tout autre dynamique pour le système éducatif et pour les métiers de l'éducation.

- Pour obtenir des budgets ambitieux qui permettent une transformation de l'Ecole,
- Pour mettre en œuvre une autre politique éducative visant la réussite de tous les élèves,

Les organisations signataires appellent à poursuivre et amplifier les mobilisations en cours au plan national et local.

Elles appellent à faire du jeudi 15 mai une journée de grève nationale.

FERC-CGT, FSU, SGEN-CFDT, UNSA-EDUCATION, SUD EDUCATION

-
- Dès maintenant : articuler actions nationale et locales, grèves/manifestations et votes pour gagner la mise en échec de la loi LRU, pour obtenir les emplois indispensables pour la recherche comme pour améliorer l'encadrement des étudiants. A la liste des résultats dans les conseils qui contestent les orientations du gouvernement, s'ajoute déjà la détermination des élus SNESUP, pour faire respecter le sens du vote des collègues (Dijon, Clermont,...) : la semaine qui s'ouvre doit voir s'amplifier encore cette force collective avec les scrutins à Orléans, Tours, Le Havre.

❖ **Appel : Pas de CNRS sans Sciences humaines et sociales ! Le SNESUP appelle à signer la pétition :**

<http://www.sauvonslarecherche.fr/spip.php?article1867>